



UNE NOUVELLE ÉTAPE

Le 15 décembre, nous avons franchi une étape importante vers une entente de principe. En déposant une proposition globale au gouvernement, nous lui présentons clairement les solutions permettant d'atteindre ses objectifs, tout en respectant les droits des paramédics. Cette approche vise à faire avancer nos priorités et celles des milliers de paramédics québécois qui tiennent ce système à bout de bras.

Après des mois de discussion sur les demandes du gouvernement, notamment sur la mobilité et la disponibilité de la main-d'œuvre, nous attendons désormais sa réponse sur l'ensemble de nos demandes.

Malgré la disponibilité de notre comité jusqu'à la fin décembre, aucune autre rencontre n'a pu être fixée avant le mois de janvier prochain. Les prochaines dates de négociation prévues au calendrier sont les 6, 7, 15, 21, 22, 28 et 29 janvier 2026.

L'HEURE EST AUX RÉPONSES

De nouveaux moyens de pression seront donc déployés dans les milieux de travail, à moins d'un revirement majeur à la table de négociation le 6 ou le 7 janvier.

Notre dépôt global est issu d'un exercice rigoureux du comité de négociation. Nous sommes d'avis que nos employeurs —entreprises, coops et Urgences-Santé— y trouvent leur compte.



Le 18 décembre, des paramédics des Laurentides et des environs ont forcé une rencontre avec la présidente du Conseil du trésor, France-Élaine Duranceau qui tenait un événement public dans sa circonscription de Bertrand.

Ils doivent assumer leurs responsabilités et ne pas laisser les paramédics seuls dans la défense de soins de qualité à la population. Ils savent que les paramédics ne leur donneront pas carte blanche leur permettant de faire tout et n'importe quoi. Ils savent que les paramédics n'accepteront pas de baisse salariale.

Notre mobilisation des dernières semaines a beaucoup ciblé les décideurs politiques. Évidemment, nous poursuivrons, avec encore plus d'insistance !

Toutefois, nos patrons, leurs associations et les gestionnaires du secteur préhospitalier doivent sentir que nous les tenons aussi responsables que le gouvernement de l'état de situation. Ils ont sous les yeux une proposition menant à un règlement. Nous espérons qu'ils profiteront des Fêtes pour bien évaluer la main que nous leur tendons. Ils peuvent être assurés que nous leur demanderons des comptes dès le retour des Fêtes.



Le 10 décembre 2025, de nombreux ministres et députés de la CAQ étaient attendus pour le party de Noël de leur parti. Des paramédics de la Capitale nationale et d'ailleurs tenaient à les saluer !